

Après le rêve antillais. Les déclinaisons nationales et pan-nationales de l'identité chez Anténor Firmin et Rafael Serra

Yuleisy Fajardo Fernández,
Maud Laëthier, Kali Argyriadis,
Lewis Ampidu Clormeus⁵⁷

Au début du XX^e siècle, alors que Cuba vient juste d'acquérir son indépendance (1902), la question de la souveraineté nationale se pose avec une acuité particulière pour certaines grandes îles des Antilles. Tandis qu'en Europe les grandes puissances se partagent le monde, les États-Unis, pour justifier leurs velléités d'expansion économique et de contrôle sur la mer des Caraïbes, s'arrogent peu à peu le droit d'exercer « un pouvoir international de police » sur l'ensemble du continent⁵⁸. S'employant à limiter les intérêts des puissances européennes dans la région, ils développent leurs forces navales, prennent la main sur les chantiers du canal de Panama et annexent progressivement plusieurs territoires. Cette politique de « satellisation de la région des Caraïbes » (Manigat, 1969 : 663) et, en particulier, les projets d'annexion de Cuba et de Porto Rico (soutenus par certains secteurs de leur population) ont inquiété très tôt les leaders indépendantistes de ces deux

⁵⁷ Anderson Calzada Escalona a collaboré au travail initial de compilation de données bibliographiques et historiques, nous l'en remercions.

⁵⁸ La tactique renvoie dans ce contexte au « corollaire Roosevelt » (1904) de la « doctrine de Monroe » du nom de James Monroe, ancien président des États-Unis. Rappelons que celle-ci fut élaborée sous son mandat par John Quincy Adams en 1823. Proclamant la devise « L'Amérique aux Américains », elle stipulait que toute intervention européenne sur le continent américain serait considérée comme une agression coloniale par les États-Unis et justifierait leur intervention. Très vite, certaines grandes figures politiques d'autres pays des Amériques – comme José María Torres Caicedo, l'un des théoriciens de la notion d'Amérique « latine » opposée à une Amérique « anglo-saxonne » (voir note 2 du texte de Firmin) – y virent néanmoins un néo-colonialisme de la part des États-Unis (Guerra, 1974). Ce sera aussi le cas de José Martí dans sa critique du panaméricanisme (voir *infra*) et de Ramón Emeterio Betances, qui propose dès 1868 d'adopter en réaction la devise « les Antilles pour les Antillais » (Estrade, 1982 : 112). On verra que la position de Firmin est un peu différente en 1905.

pays ainsi que de grandes figures politiques d'Haïti et de la République dominicaine. L'époque des luttes indépendantistes des dernières colonies espagnoles a vu naître par conséquent des formes d'anti-impérialisme qui se sont conjuguées, chez certains, à un projet d'émancipation antiraciste et antiracialiste : l'antillanisme (Rama, 1975 ; Estrade, 1982 ; Ibarra, 2009).

Inspiré par les idéaux d'union latino-américaine de Simón Bolívar et de José María Torres Caicedo, porté par les Portoricains Ramón Emeterio Betances et Eugenio María de Hostos y Bonilla, les Dominicains Gregorio Luperón et Francisco Henríquez y Carvajal, les Cubains José Martí, Antonio Maceo, Juan Gualberto Gómez ou Rafael Serra et les Haïtiens Louis Joseph Janvier et Anténor Firmin, l'éveil, à la fin du XIX^e siècle, de cette conscience pan-antillaise, humaniste, est « antiraciste par son contenu, multiraciale par son expression » (Estrade, 1982 : 108). Dans ce cadre, l'idée d'une Confédération antillaise unissant Cuba, Porto Rico, la République dominicaine et Haïti, à même d'intégrer à terme les autres îles de la région, est pensée susceptible de transcender des différences nationales et régionales posées comme étant raciales, linguistiques, ethniques et nationales. Prônant également l'élimination des inégalités sociales et l'accès aux soins et à l'éducation pour tous (on y perçoit les échos de la I^e et de la II^e Internationales), elle ébranle les conceptions politiques au fondement des sociétés concernées : leurs élites conservatrices sont loin d'être prêtes à renoncer aux bénéfices et aux privilèges qu'elles en tirent. Le projet ne sera d'ailleurs pas poursuivi. Les échanges épistolaires reproduits dans le texte de Firmin en constituent justement l'un des derniers soubresauts, à une époque où d'autres projets d'alliances voient parallèlement le jour pour porter en commun, depuis d'autres lieux et sur d'autres bases politiques, la voix d'un antiracisme anti-colonialiste.

L'Afrique est alors presque entièrement colonisée par une Europe qui justifie ses actions par sa supposée supériorité raciale et civilisationnelle. L'entrée dans le nouveau siècle et dans une modernité qui croit pouvoir bientôt abolir toutes les souffrances grâce aux progrès technologiques est célébrée dans la magnificence par l'Exposition Universelle de Paris en 1900, où Firmin exerce alors les fonctions de Ministre plénipotentiaire d'Haïti. Face aux « zoos humains » (Bancel *et al.*, 2004) qui se développent en Europe, aux États-Unis et qui font partie de cet événement, le sociologue W.E.B. DuBois organise à Paris, avec l'avocat Thomas Calloway, une exposition sur les « Noirs américains » (*American Negroes*) destinée à démontrer, chiffres à l'appui, les progrès effectués par cette population dans tous les domaines et ainsi contribuer à réfuter l'idée de son infériorité⁹⁹. Il se rend ensuite à Londres, où se tient la première Conférence panafricaine, qu'il a

⁹⁹ On peut consulter les infographies présentées lors de cette exposition ici : <http://www.laboiteverte.fr/bois-infographie-expo-1900>. Voir également Lewis (2003).

contribué à organiser avec l'avocat trinitadien Henri Sylvester William et le Haïtien Bénito Sylvain qui revient alors d'Éthiopie avec l'étiquette d'aide de camp de l'Empereur Menelik II⁶⁰. De cette conférence sortira un texte fondateur pour le mouvement panafricaniste politique et culturel, remettant en question les bases de l'ordre racial imposé⁶¹.

Pour Anténor Firmin et Rafael Serra toutefois, ces initiatives – auxquelles ils portent par ailleurs un intérêt certain – bousculent le projet politique intégrateur auquel ils adhèrent. Car au-delà des débats sur la race, c'est d'abord une réflexion sur le « nous » qu'ils engagent, un « nous » dont les frontières nationales doivent être repensées. Dans les années 1900, alors que l'ingérence étrangère s'intensifie, les catégories basées sur la couleur de peau, dans lesquelles ces penseurs refusent de se laisser piéger, demeurent prégnantes à Cuba et se renforcent avec l'occupation américaine (1898-1902), tandis qu'en Haïti elles restent efficacement opératoires. Elles sont instrumentalisées pour assujettir ces nations, considérées comme intrinsèquement inférieures et au sein de ces dernières, les élites s'en servent pour diviser la population en excluant une partie de celle-ci de l'accès plein et entier à la citoyenneté. Dans ce contexte, comme en Europe et ailleurs dans les Amériques, l'anthropologie criminelle et les métaphores de l'hygiénisme social consolident par leur « scientificité » les hiérarchies raciales qui justifient tant la domination que la stigmatisation des populations « de couleur » cubaine, voire de Cuba dans son ensemble, et d'Haïti, encore considérée comme inapte à se gouverner par elle-même. À l'enthousiasme d'un José Martí (« La Patrie, c'est l'Humanité⁶² ») ou aux espoirs déjà désenchantés d'un Anténor Firmin (« cet archipel des Antilles, que nous pouvons considérer, dès aujourd'hui, comme notre *plus grande patrie* », 1910 : 130), succèdent donc de cruelles désillusions.

⁶⁰ Si d'autres pays africains n'ont pas le statut de colonie bien qu'ils soient sous domination anglaise (Libéria) ou belge (Congo du roi Léopold II de Belgique), l'Éthiopie est alors le seul pays indépendant d'Afrique. Au début de 1895, Bénito Sylvain écrit à Firmin pour le convier à prendre part à un congrès de savants prévu durant l'Exposition universelle de Paris en 1900 (cité par Lara, 2000 : 336-338). Pour diverses raisons, c'est finalement une rencontre politique qui est organisée et Firmin n'y est pas présent. On peut lire un rapport de cette rencontre rédigé par Bénito Sylvain et publié en 1901 dans sa thèse *Du Sort des Indigènes dans les colonies d'Exploitation*.

⁶¹ *L'Adresse aux Nations du Monde* (1900) réclame notamment l'abolition des discriminations fondées sur la race ou la couleur, le respect des libertés des « Indigènes d'Afrique », l'accès pour eux aux « voies du progrès et de la culture », le respect de l'intégrité et de l'indépendance de l'Éthiopie, du Libéria et d'Haïti, le droit à l'autogouvernement des colonies noires africaines et américaines de la Grande-Bretagne, le droit de vote pour les Noirs américains, l'arrêt du travail forcé – un esclavage déguisé – en Rhodésie.

⁶² Phrase célèbre contenue dans un article publié le 26 janvier 1895 dans le journal révolutionnaire *Patria*, peu de temps avant le départ de José Martí de New York pour rejoindre les troupes indépendantistes à Cuba.

Anténor Firmin et Rafael Serra y Montalvo sont tous deux des intellectuels progressistes, engagés politiquement, contemporains et amis de José Martí, dont ils partagent l'idéal. Leurs textes, « Haïti et la Confédération antillienne » ainsi que « Prospecto de *El Nuevo Criollo* », « Con lentitud » et « El problema », ne sont certes pas des essais anthropologiques. Celui de Firmin est extrait de l'ouvrage publié en 1910 sous le titre *Lettres de Saint-Thomas. Études sociologiques, historiques et littéraires*, recueil peu connu comparativement à l'étude *De l'égalité des races humaines* (1885) qui l'a rendu célèbre⁶³. Firmin y dialogue avec Haïti d'abord, où sa carrière à la fois politique et scientifique s'est nourrie du cadre propice d'un champ anthropologique en pleine construction (Douailler, 2018) ; avec la Caraïbe, et plus largement avec les Amériques, comme en témoignent les échanges féconds qu'il entretint toute sa vie avec ses homologues du continent. C'est cette dimension que nous avons voulu mettre en lumière. Les textes de Serra, plutôt réputé pour son activité politique, sont insérés dans une compilation d'articles parus en 1907 sous le titre *Para Blancos y Negros. Ensayos Políticos, Sociales y Económicos*. Sensible aux réalités sociales de son pays, qu'il perçoit avec acuité, il y dépeint un tableau sociologique de la réalité cubaine, insistant sur la place inégale assignée aux femmes et aux hommes « de couleur ». Ces extraits traduisent un engagement anti-racialiste qui prend sens face aux idées scientifiques et politiques qui occupent la scène nationale. Reflet des tensions qui traversent douloureusement les sociétés cubaine et haïtienne, ces textes, bien que très dissemblables, tentent donc, à contre-courant des opinions alors les plus répandues et au-delà d'une réfutation de l'existence de races distinctes, de penser autrement l'identité nationale.

Unis ou debout face au « Monstre »

Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, la présence étrangère en Haïti a été continue au cours du XIX^e siècle. Dans les deux dernières décennies, les rivalités entre les puissances impérialistes s'exacerbent. Chacune d'elles, qu'il s'agisse de l'Allemagne, des États-Unis ou de la France, entend maintenir ou étendre son implantation et son influence. Ces rivalités ont de fortes implications dans la vie politique haïtienne (Janvier dénonçait déjà

⁶³ Notons qu'à sa sortie cette analyse approfondie n'a pas eu l'écho qu'elle aurait dû avoir au sein de la Société d'anthropologie de Paris (Géloin, 2001), à laquelle Firmin a pourtant, non sans ironie, dédié son travail. Davantage prise par la suspicion que pouvait inspirer une telle érudition chez un homme noir, la communauté anthropologique parisienne ne pouvait comprendre cette « subjectivité politique en marche » (Douailler, 2018).

une telle situation, voir chapitre 1) dont Firmin est alors un acteur et un témoin capital. Au tournant du siècle, il est en effet un homme politique et un intellectuel influent, qui joue un rôle majeur dans son pays ; ses nombreux écrits en sont eux-mêmes de précieux témoignages. Mais Firmin entretient aussi des relations avec des penseurs en dehors d'Haïti, qui séjournent parfois dans le pays, et il est notamment au fait du travail d'émancipation réalisé dans les Amériques et en Europe. Il partage également une réflexion sur la situation politique commune que vivent les nations voisines de la sienne : stigmatisation raciste de la part des grandes puissances, mise en doute de la capacité à se gouverner, danger néo-colonialiste. On comprend, dans ce cadre, son intérêt pour le projet antillaniste, porté par des figures emblématiques de la lutte pour l'indépendance des dernières colonies espagnoles.

Sur le plan de la politique haïtienne, rappelons que la fin du XIX^e siècle est marquée par la présidence de Lysius Salomon (1879-1888). Nationaliste « noir », Salomon met en place un gouvernement basé sur l'idée d'un « pouvoir au plus grand nombre », selon le slogan de son parti (le Parti national). S'appuyant ainsi sur la majorité « noire » de la population, il entend combattre ses adversaires du Parti libéral, qui regroupe des membres dits « mulâtres⁶⁴ », et dans lequel Firmin s'engage et milite alors (Manigat, 2010). C'est donc toujours sur fond de positions idéologiques liées à la couleur que les affrontements politiques se déroulent dans une situation de crise économique majeure. L'année 1883 est à cet égard symptomatique : elle est marquée par « le drame de Miragoâne » (Price-Mars, 1948) au cours duquel les exilés du Parti libéral de Jean-Pierre Boyer Bazalais débarquent dans la petite ville côtière éponyme⁶⁵, fondent un gouvernement (« Comité central de la Révolution ») et cherchent à renverser le président Salomon. Pendant près d'une année, les partis s'affrontent. L'échec sanglant de l'opposition marquera la fin du Parti libéral. La crise est politique mais elle est aussi économique, financière et monétaire et renforce l'ingérence (Pierre-Charles, 1967 ; Manigat, 1995). Tandis que les emprunts aux banques étrangères se multiplient pour faire face à la chute de la valeur de la monnaie et à une dette extérieure en hausse, les États-Unis, mais aussi la France et l'Allemagne, interfèrent de plus en plus ouvertement dans les affaires du pays. La loi votée en février 1883, qui accorde « le privilège de naturalité » aux étrangers (contre la Constitution qui, depuis Dessalines, énonçait le caractère inviolable du sol national, par le refus de la citoyenneté aux étrangers) et aux sociétés industrielles et agricoles, favorise d'ailleurs l'entrée

⁶⁴ Ces dichotomies recouvrent en réalité des réalités plus complexes (voir introduction et chapitre 1).

⁶⁵ Parfois appelé « guerre de Miragoâne », cet épisode s'est déroulé de mars 1883 à janvier 1884.

de capitaux étrangers⁶⁶. Les violentes divisions politiques profitent notamment aux États-Unis qui s'immiscent davantage dans les affaires du pays ; l'intervention en 1888 de la marine américaine, à l'appui des militaires insurgés dans le nord du pays contre le gouvernement de François-Denys Légitime (1888-1889), qui succède pour quelques mois à celui de Lysius Salomon, l'illustre.

Au cours de cette période mouvementée, Firmin joue un rôle politique important, non seulement dans la vie politique haïtienne mais aussi dans les liens que le pays entretient avec l'extérieur et notamment avec Cuba. Devenu ministre des Relations extérieures sous le gouvernement de Florvil Hyppolite (1889-1896), il réussit à écarter la menace d'annexion d'une partie du territoire haïtien. En 1891, il oppose en effet un refus catégorique à la puissance américaine, qui s'est déjà octroyée l'île de la Navase, et qui entend désormais installer une base navale sur le Môle St Nicolas pour protéger ses citoyens. Il prend ainsi position contre Frederick Douglass (avec lequel il entretient par ailleurs de bonnes relations), figure emblématique de la lutte contre les préjugés raciaux et défenseur de la cause noire, alors ambassadeur des États-Unis en Haïti et néanmoins partisan de l'annexion d'une partie de son territoire⁶⁷. José Martí, qui est en exil à New York et prépare une nouvelle insurrection indépendantiste à Cuba (il y fonde le Parti Révolutionnaire Cubain en 1892), suit l'affaire de près et saluera l'habileté politique avec laquelle Firmin a réussi à défendre l'intégrité territoriale de son pays (Cantón Otaño, 2012)⁶⁸. À ce moment, Firmin a déjà rencontré Antonio Maceo qui a séjourné en Haïti après l'échec de la Première guerre d'indépendance cubaine en 1879, puis en 1889 (*op. cit.*). Quelques années plus tard, en juin 1893, de retour d'un séjour en France (où il a publié *Haïti au point de vue politique, administratif et économique*, 1891), il rencontre Martí (qui prend contact avec lui sur les conseils de Betances) au Cap Haïtien. Ce

⁶⁶ La loi du 26 février 1883 tente aussi d'officialiser la petite propriété rurale : elle incite tout citoyen à devenir propriétaire de 2 à 5 carreaux de terre pour que soient cultivées des denrées exportables (D'Ans, 1987). Janvier, partisan d'une réforme en faveur de la petite exploitation paysanne, soutient cette loi qu'il a appelée de ses vœux en s'étant alors référé au modèle des États-Unis (1883).

⁶⁷ Cet événement a donné lieu à la célèbre confrontation entre l'amiral Gerhardt et Firmin, informé par Hannibal Price, alors ministre d'Haïti à Washington, des intentions du gouvernement américain (Duvivier, 1987 ; Gaillard, 1984). L'historien Rayford Logan a publié un ouvrage sur la question des relations diplomatiques en Haïti et les États-Unis, dans lequel il revient sur cet événement (*The diplomatic relations of the United States with Haiti 1776-1891*, 1941). Voir aussi Bourhis-Mariotti (2016).

⁶⁸ « D'Haïti on raconte le retour des navires de l'Amiral nord-américain, qui n'a pas obtenu des fils de Toussaint Louverture, qui ont les yeux bien ouverts, la cession de la Pointe de Saint Nicolas, tant désirée par les États-Unis, à la compagnie de vapeurs Clyde ; une cession que la Constitution haïtienne interdit de céder aux États-Unis ou à quelque puissance que ce soit [...] » (Martí, [4 mars 1890] 1975 : 413).

dernier le qualifie, dès le lendemain de leur rencontre, d'« Haïtien extraordinaire », comme l'explique Firmin dans le texte reproduit ci-avant. Firmin réagira également à la honteuse affaire Lüders qui oppose l'État haïtien et l'Allemagne, et à la description qu'en donne Solon Ménos (1898), le ministre d'Haïti à Washington⁶⁹.

Anténor Firmin et José Martí, lucides, soucieux d'action et d'entraide, s'entendent sur l'importance d'une pensée antiraciste, anti-impérialiste que pourrait contenir un antillanisme pan-national. Pour Firmin, conscient des faiblesses diplomatiques, commerciales et militaires de l'État haïtien vis-à-vis des puissances impérialistes, le rapprochement avec des pays et des colonies avoisinants paraît une solution souhaitable. Dans la préface des *Lettres de Saint-Thomas*, il écrira à ce propos :

« Nous ne devons pas oublier que nous sommes au milieu de la mer des Caraïbes et qu'il nous est impossible de rester indifférents aux aspirations et même aux rêves qui s'ébauchent autour de nous. En supposant que la Confédération des Antilles ne se transformera de longtemps en une réalité, ce n'est pas moins une éventualité possible. Nous est-il loisible de ne point nous préoccuper du rôle que nous aurions à y jouer, en notre qualité d'ainée des nations indépendantes de l'archipel antillien ? » (1910 : V).

José Martí, quant à lui, est mû par une conscience aigüe des velléités impérialistes du voisin du Nord, dont il redoute l'intervention militaire. « J'ai vécu dans le monstre et je connais ses entrailles », dira-t-il à la veille de sa mort, le 18 mai 1895, considérant comme un devoir « d'empêcher à temps, avec l'indépendance de Cuba, que les États-Unis s'étendent dans les Antilles et tombent avec cette force supplémentaire sur nos terres d'Amérique » (1965 [1895] : 144)⁷⁰. Or, penser un territoire en dehors d'une rhétorique identitaire, culturelle, raciale, dans une géopolitique où les nations postcoloniales

⁶⁹ En 1898, alors qu'il occupe la charge de ministre des Finances et des Relations extérieures sous le gouvernement de Tirésias Simon Sam (1896-1902), Firmin publie *Diplomate et diplomatie* dans lequel il revient sur le traitement de cette affaire, qu'il compare à celui de l'affaire du Môle St Nicolas. En effet, alors que précédemment il est parvenu à préserver l'intégrité du territoire national, le gouvernement du président Sam cède, dans le cadre de l'affaire Lüders, à l'ultimatum de deux canonnières allemandes qui exigent une indemnité de 2000 dollars et une lettre d'excuse, au prétexte que Lüders, un commerçant allemand, avait été condamné (et pourtant vite gracié et autorisé à quitter le territoire) pour avoir brutalisé un policier haïtien. Cette affaire a un retentissement considérable sur le plan international (Duvivier, 1987).

⁷⁰ Sur le rejet, chez Martí, d'un « panaméricanisme » (inauguré lors de la première Conférence interaméricaine de Washington de 1889) servant uniquement les intérêts des États-Unis et sur sa conception d'un équilibre international basé sur une unité latino-américaine pensée comme unique moyen de contrer ces aspirations expansionnistes, voir son article intitulé *Nuestra América*, ainsi qu'Estrade, (2017 [1984] : 537) et Sarracino (2015 : 197).

ne seraient plus opposées mais inter-reliées, contraste avec les positions majoritairement nationalistes des élites haïtiennes et cubaines. Firmin sait que, dans son pays, la conscience nationale n'est pas fédératrice, qu'elle est aussi une question politique, sociale et une question de couleur. Il en va de même à Cuba, et c'est bien ce qui va motiver la vision anti-racialisante de la cubanité chez José Martí⁷¹ et encourager ce dernier à soutenir les initiatives des exilés cubains de couleur qui, autour de Rafael Serra et d'autres, créent la Société protectrice de l'instruction La Ligue, évoquée dans le texte de Serra.

Les débats scientifiques et politiques, cadre de l'engagement antiraciste

Rappelons que depuis les années 1880-1890, Haïti et Cuba sont aussi devenus des lieux où la production savante s'est intensifiée, bien que, sur ce point, les deux pays contrastent fortement. Pour les intellectuels haïtiens, l'enjeu premier consiste en la réfutation des accusations dont est victime leur pays⁷². C'est d'ailleurs contre un tel dénigrement et l'idée d'une infériorité native des Noirs que Louis-Joseph Janvier a publié en 1884 *L'égalité des races* (voir chapitre précédent) et que Firmin s'est distingué en 1885 par son ouvrage *De l'égalité des races humaines*. La même année, Duverneau Trouillot publie son *Esquisse ethnographique* consacrée au « vaudoun » (1885). L'année suivante, François-Denys Légitime, alors sénateur et affilié à la Société d'ethnographie de Paris, crée à Port-au-Prince un comité haïtien de l'Alliance Scientifique Universelle (Clorméus, 2016 : 103)⁷³. Le cercle savant disparaît pourtant quand François-Denys Légitime, homme politique autodidacte très respecté si l'on en croit Price-Mars (1964 : 90), est contraint à l'exil par le président Salomon. Son retour à la tête de l'État en 1888 ne fera pas renaître le dit comité. Une décennie plus tard, en 1896, commence une première et violente « campagne anti-superstitieuse » (1896-1900), où sont détruits de nombreux temples et objets rituels *vodou*.

⁷¹ Comme l'exprime son célèbre texte du 16 avril 1893, paru dans le journal *Patria* et intitulé « *Mi raza* » : « Homme signifie plus que blanc, plus que noir, plus que mulâtre. Cubain signifie plus que blanc, plus que noir, plus que mulâtre » ; sur l'anti-racisme fondamental de Martí, voir aussi Ortiz (1942), Lamoire (1986), Ibarra (2009 : 123-124) et Estrade (2017 : 236-239).

⁷² Firmin (1910 : 175) le souligne en évoquant Spenser Saint-John (1884), pour qui la « République Noire » serait retournée « à l'état d'une tribu africaine ».

⁷³ Clorméus indique que Demesvar Delorme, grand intellectuel et auteur notamment de *Les théoriciens au pouvoir* (1870), est président d'honneur de ce comité. À ce moment, Delorme est aussi correspondant de la section des études japonaises, chinoises et indochinoises de la Société d'ethnographie de Paris (*op. cit.* : 105).

À Cuba, où, on l'a vu, l'esclavage n'est aboli qu'en 1886, les idées développées au sein de la Société anthropologique fondée en 1877 se concentrent sur la validation scientifique de l'inégalité des races, malgré quelques voix discordantes (voir chapitre 1). José Martí⁷⁴, puis Antonio Maceo meurent au combat en 1895 et 1896 et ne sont plus là pour défendre une idéologie antiraciste. Comme le détaille d'ailleurs le texte de Firmin, dont la maîtrise du contexte cubain (et, plus généralement, de ce qui se passe dans les Antilles hispanophones) est remarquable, les États-Unis interviennent militairement, puis occupent Cuba en 1898, tandis qu'ils annexent Porto Rico. Très vite, et avec l'assentiment des élites « blanches » cubaines, les officiers « noirs » et « mulâtres » de l'Armée de Libération sont physiquement et symboliquement mis à l'écart des sphères du pouvoir. Les médecins et les anthropologues justifient ce discrédit avec des arguments anthropométriques⁷⁵. Ainsi, en 1899, Carlos De la Torre, Luis Montané Dardé et José Ramón Montalvo, éminents membres de la Société d'anthropologie de l'île de Cuba, examinent le crâne d'Antonio Maceo et déclarent que « bien que de nombreux caractères anthropologiques » le réintègrent dans « le type nègre », ce dernier se rapproche de la « race blanche » (Montalvo, De la Torre & Montané, 1899 : 16). Autrement dit son charisme, sa bravoure, son intelligence politique sont à porter au crédit de celle-ci, en lui dominante⁷⁶. C'est contre ce type de dénigrement que vont devoir se battre les membres des Comités de vétérans « de couleur » de l'Armée de libération. Dans ce contexte, Rafael Serra et ses compagnons de lutte s'élèvent contre la mise en péril de leur insertion dans la vie politique, pourtant chèrement acquise, et contre une possible perpétuation de la discrimination (sociale, juridique, institutionnelle) des citoyens « de couleur ».

Les intellectuels haïtiens, qui intègrent aussi en France des associations scientifiques, vont s'intéresser aux débats alors renouvelés autour de la question raciale, de la colonisation, de l'esclavage, du travail forcé et surtout, dans le

⁷⁴ Il est qualifié péjorativement de « mulâtre en dedans » (*mulato por dentro*) par les militaires espagnols lors de la Guerre d'indépendance (Ortiz, 1942 : 6-7).

⁷⁵ Luis Montané Dardé est alors titulaire de la chaire d'Anthropologie générale et d'exercices anthropométriques de l'Université de La Havane, créée en 1899 par les autorités états-uniennes (ordre militaire n° 250). Son cours est construit autour d'une approche centrée sur l'anthropologie physique et sur l'étude des races. En 1900, il donnera également le cours d'anthropologie juridique (craniométrie et anthropologie criminelle) de la Faculté de droit (Beldarraín, 2006 : 157-158).

⁷⁶ La question du blanchiment de l'image de Maceo dans l'iconographie cubaine reste l'objet de débats critiques. Indiquons aussi que Firmin, alors qu'il venait de souligner l'idée d'une influence du milieu naturel et socio-historique dans le lien à établir entre types humains et déclinaisons de l'intelligence, lors de la séance du 21 avril 1892 de la Société d'anthropologie de Paris, s'était vu demander s'il n'avait pas lui-même eu un ancêtre blanc, avant d'être invité à se laisser « mesurer » (*Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*, 1892 : 329-330 ; voir aussi Géloin, 2003 : XX-XXI).

cadre qui nous occupe, de la souveraineté nationale des « États noirs », qui sont au centre des préoccupations et des revendications d'intellectuels noirs-américains et africains. À ce moment, Anténor Firmin a voyagé aux États-Unis à plusieurs reprises⁷⁷ et se tient au fait des travaux de Frederick Douglass, de Thomas Fortune, de Théophile G. Stewart ou du célèbre pédagogue Booker T. Washington, qui l'invite en 1905 à visiter son Tuskegee Institute, une école qui prône l'intégration des Noirs du Sud par l'éducation manuelle et technique⁷⁸. Le Tuskegee Institute et les initiatives similaires de leurs contemporains états-uniens emportent également l'enthousiasme des Cubains « de couleur », dont Serra qui en fait l'éloge (1907 : 141-144) et qui, comme nombre de ses compatriotes⁷⁹, est encore à New York en 1900. Ce type d'institutions constitue pour eux un modèle à suivre et ils y envoient leurs fils et leurs filles suivre des études supérieures (Guridy, 2010).

À Cuba, durant la toute première décennie du XX^e siècle, les espoirs suscités par les luttes indépendantistes ne sont en effet plus d'actualité. Comme le souligne avec pertinence Anténor Firmin au moment où il rédige son texte, les événements qui ponctuent l'actualité cubaine constituent un défi presque impossible à relever pour la sauvegarde de la souveraineté du territoire. Affaiblie par la guerre, la jeune République n'a obtenu son indépendance que pour retomber immédiatement sous la tutelle des États-Unis, intervenus militairement dans l'île en 1898 au prétexte de soutenir les insurgés et en y instaurant un protectorat. Ce n'est qu'après trois ans d'occupation qu'ils se retirent officiellement en 1902. La première Constitution de l'État cubain, promulguée le 25 février 1901, ratifie toutefois à travers le célèbre amendement Platt, imposé par le Congrès américain, une dépendance économique et un droit d'ingérence du puissant voisin. Dans le cadre d'un traité de réciprocité commerciale permanente, Cuba s'engage par ailleurs à lui vendre la totalité de son sucre en échange de produits manufacturés. Dans son article V, enfin, l'amendement Platt oblige les autorités cubaines à « assainir »

⁷⁷ Dans les *Lettres de Saint-Thomas*, Firmin (1910 : 389-426) revient sur ces différents voyages dans la lettre qu'il adresse à Clément Magloire, soucieux de « redresser » les commentaires que ce dernier a fait de *M. Roosevelt, Président des États-Unis et Haïti* et de *De l'égalité des races*. Il indique s'être rendu aux États-Unis en 1884, 1885, 1891 et 1898 et, partant de l'expérience qu'il y a vécue, il remet en cause le préjugé de couleur tel que présenté dans les écrits de Magloire.

⁷⁸ Firmin ne semble pas y être allé, à la différence de Jean Price-Mars qui s'y rend en 1904 (voir chapitre 4).

⁷⁹ Rappelons qu'il existe en effet à l'époque une importante communauté cubaine exilée aux États-Unis, développant une intense activité politique et éditoriale. Plusieurs de ses membres sont par ailleurs acquis à l'idée d'une intégration de Cuba dans le modèle libéral états-unien qu'ils admirent, et par conséquent ne sont pas opposés à la perspective d'une annexion ou d'une mise sous tutelle politique. C'est le cas par exemple du futur président Estrada Palma (voir *infra*) ou encore de Raimundo Cabrera (Basterra, 2003), père de Lydia Cabrera.

l'île et ses habitants, pour protéger la population et les ports du Sud des États-Unis⁸⁰.

Les États-uniens en poste dans l'île considèrent en effet que, dans leur grande majorité, les Cubains, « même ceux qui passent pour Blancs », sont « négroïdes », « turbulents et illettrés » et qu'ils ont « besoin du gouvernement d'une race plus forte » (Helg, 2000 [1995] : 126-127). Ils vont donc placer aux postes les plus influents les conservateurs cubains qui leur sont favorables, parmi eux le président Tomás Estrada Palma, élu en 1902. Avant de se retirer, ils créent des écoles et des églises protestantes (certaines interdites aux « gens de couleur »), déploient une politique sanitaire d'envergure et interdisent aux *cabildos* de danser et de jouer des instruments « à l'africaine⁸¹ ». Ils désarment aussi les *mambises*, restreignent le suffrage masculin et l'accès à la fonction publique aux citoyens lettrés et possédant quelques biens, facilitent l'achat de terres et de mines par leurs ressortissants (*op. cit.* : 125-134).

La nation cubaine rêvée par José Martí, « avec tous et pour le bien de tous » (1891) est alors loin d'être advenue (Torres-Cuevas, 2016). L'intégration de la population d'origine africaine dans la citoyenneté pleine et entière, combattue avec dégoût par les États-uniens, entre également en contradiction avec le projet social et politique d'une classe dominante cubaine convaincue qu'il faut « désafricaniser » et « blanchir » la population (Fernández Robaina, 1990 ; Helg, 1995 ; Ibarra, 2009, De la Fuente, 2014). Tout en se réclamant du discours indépendantiste égalitaire pour gagner l'électorat de « couleur⁸² », les autorités poursuivent les stratégies de marginalisation mises en place, freinant l'ascension sociale de ce même électorat. L'accès aux postes de fonctionnaires et à l'éducation est restreint, tandis que les emplois les plus qualifiés sont en partie pourvus grâce à une loi de subvention de l'immigration européenne⁸³. Rafael Serra dresse avec justesse un constat criant de cette situation. D'autres voix s'élèvent également pour condamner les discriminations qui perdurent, voire s'accroissent, notamment celles d'anciens combattants qui s'organisent, avec le soutien du député

⁸⁰ On peut en consulter le texte ici : <https://archivos.juridicas.unam.mx/www/bjv/libros/6/12525/15.pdf>

⁸¹ Sur les *cabildos*, voir le chapitre 1. L'interdiction portait en particulier sur les nombreux tambours construits sur un modèle africain, ou tout simplement frappés à main nue.

⁸² Les deux partis en lice s'assurent une relative légitimité sur ces questions en octroyant à quelques militants de couleur des postes importants, comme dans le cas de Rafael Serra. Ils s'accusent par ailleurs mutuellement de racisme.

⁸³ Voir note 43 du texte de Serra. Soulignons que c'est le gouvernement militaire de l'occupation qui, en 1899, dicte les premières mesures migratoires restrictives, sur le modèle des lois du Congrès américain qui interdisaient l'entrée aux États-Unis d'individus ayant des « tares physiques ou morales », catégorie qui incluait de leur point de vue les Afro-Antillais et les Chinois (Pérez de la Riva, 2013 [1979] : 47-48).

« mulâtre » Juan Gualberto Gómez, en Comités de vétérans pour réclamer dès 1902 de hauts postes au sein de l'armée et la reconnaissance de leurs droits civils (Helg, 2000 [1995] : 173-176). À de rares exceptions près, ils appuient cependant les mesures restrictives adoptées contre les manifestations culturelles d'origine africaine (interdiction de l'usage des tambours rituels, des cortèges funèbres des sociétés secrètes masculines *abakuá*⁸⁴), qu'ils jugent unanimement rétrogrades.

Au moment où Rafael Serra rédige les textes reproduits dans cette anthologie, le discours criminalisant les populations d'origine africaine, et plus largement les citoyens de couleur, est en plein essor. Serra s'en fait l'écho dans plusieurs de ses écrits. Dans les débats scientifiques de l'époque, la question de « l'amélioration » de la population devient l'objet d'étude privilégié de la discipline anthropologique, laquelle, aux côtés de sa nouvelle branche, la criminologie, va servir de support aux politiques sociales en contribuant, à rebours des textes évoqués, à (re)naturaliser l'inégalité. Grâce aux découvertes du médecin cubain Carlos Finlay, le rôle des moustiques dans la propagation de la fièvre jaune vient d'être démontré, et de grands travaux d'assainissement urbain sont entrepris à La Havane pour éradiquer ce fléau. Comme ailleurs (Chevalier, 1958), le paradigme hygiéniste se déploie dans un imaginaire de salubrité sociale. Les scientifiques sont convoqués pour participer à l'œuvre d'élimination des criminels et des marginaux. C'est dans ce contexte que le jeune Fernando Ortiz publie *Los Negros brujos* (1906, voir chapitre 3), dans lequel il soutient le développement d'une campagne « anti-fétichiste ». « Dans l'intérêt de la science », Fernando Ortiz demande à ce que les objets, costumes et instruments de musique confisqués par la police ne soient pas détruits, mais donnés au musée d'anthropologie de l'Université nationale (1995 [1906] : 196). Patriote et athée, il prône, comme Serra, le développement de l'éducation et de l'accès aux soins pour tous qui permettra d'en finir avec ces pratiques. Il en appelle aux membres de la bourgeoisie cubaine de couleur (qu'il considère comme des « Noirs civilisés ») pour soutenir ce projet de lutte contre ce qu'il définit comme « l'atavisme religieux qui retarde le progrès de la population noire » (*op. cit.* : 6). Refusant le fatalisme du discours racial, Serra et Ortiz croient l'égalité possible grâce à la citoyenneté si tant est que celle-ci soit soutenue par la lutte pour le progrès social et pour l'accès de

⁸⁴ Originaires du Calabar (Sud-Est du Nigéria actuel), ces sociétés contrôlaient le recrutement de la main-d'œuvre dans les marchés et ports de La Havane et de Matanzas (López Valdés, 1985). Accusées de se livrer à une guerre entre « loges », elles furent déclarées illicites en 1875, leurs objets rituels confisqués et certains de leurs membres déportés en 1896 sur l'île africaine de Fernando Poo, aux côtés des prisonniers indépendantistes (Franco Ferrán, 1976 ; Arazandi, 2012). Le rapatriement de leurs survivants après 1898 provoqua une vague de panique, largement entretenue par la presse.

tous à une modernité dont le modèle reste celui de la civilisation européenne ou états-unienne.

Des rêves ajournés

La situation en Haïti, au même moment, continue d'être marquée par une grande instabilité politique, qui servira de prétexte au débarquement des *marines* en 1915, fondé sur des motivations impérialistes et – un an après le déclenchement de la Première Guerre mondiale – des intérêts géopolitiques (voir chapitre 3). Lorsque Firmin rentre en Haïti, en 1902, il est élu député de la commune des Gonaïves et, présidentiable, il se présente aux élections. Mais les clans se déchirent ; tandis que ses partisans, entrés dans le gouvernement provisoire de Pierre Théoma Boisrond-Canal, se préparent pour son élection à la présidence, le général Nord Alexis, qui jusque-là soutenait les « firministes », se retourne contre eux (Castor, 1988 ; Gaillard, 1993). Une guerre éclate entre les clans⁸⁵. Firmin est contraint de se retirer du processus électoral et repart en exil en octobre 1902, à Saint-Thomas où il a déjà séjourné en 1883 et d'où il écrira plus tard les extraits proposés ici. Alexis, fort du soutien de l'Allemagne, accède à la présidence. Il restera au pouvoir jusqu'en 1908 en instituant un climat de terreur et en tenant un discours xénophobe, attribuant la responsabilité de l'instabilité politique et de la crise économique à la présence étrangère (Castor, 1988).

En 1904, le centenaire de l'Indépendance est ainsi fêté dans une situation politique et économique caractérisée par des luttes politiques spécialement agressives. C'est à cette période que Firmin publie, depuis Saint-Thomas, *Monsieur Roosevelt, président des États-Unis, et la République d'Haïti* (1905). Dans cet essai, déplorant l'état politique et économique dans lequel se trouve son pays, il réfléchit aux « conditions pratiques qui doivent permettre à Haïti de faire preuve de l'aptitude de la race noire à constituer une société politique harmonieuse » (1905 : 647). Partant d'une histoire comparée d'Haïti et des États-Unis, il insiste sur un possible rapprochement des deux pays : un rapprochement qui n'appelle cependant aucunement à une ingérence de l'un dans les affaires de l'autre, comme il le précisera plus tard en mettant l'accent sur la nécessité pour Haïti de compter avant tout sur elle-même (Firmin, 1910 : 492-493). À propos du corollaire Roosevelt à la doctrine de Monroe, Firmin écrit :

« Pour ma part, je dois répéter qu'il ne s'y trouve rien que je ne puisse approuver, dans ma raison comme dans mon patriotisme. Protéger

⁸⁵ Sur les événements qui surviennent au moment de cette crise particulièrement violente, voir note 27 dans le texte de Firmin.

les faibles contre la violence des forts, sans obliger ceux-là à observer les lois du bien et les règles du devoir, ne serait que de l'injustice et de l'immoralité, sous couleur d'humanité » (1905 : 212).

Fort de ses connaissances et de son expérience politique, il prône ainsi un libéralisme démocratique et propose des réformes administratives pour Haïti qui puissent enfin être efficaces. Il entend montrer l'importance des libertés individuelles, de la liberté de commerce et de l'instruction publique. L'accès de tous à ces libertés ainsi que la prise en considération, par des hommes politiques formés, des besoins de toutes les catégories de la population sont posés comme des conditions nécessaires à un développement économique et surtout social d'un pays dont l'expérience historique doit rester exemplaire. C'est pourquoi en 1908, les partisans de Firmin cherchent à renverser le pouvoir en place et pensent, pour cela, être appuyés par les États-Unis (Manigat, 2010)⁸⁶. L'entreprise échoue et Firmin ne revient pas dans son pays. En 1909, sous la présidence d'Antoine Simon (1908-1911), il est envoyé comme ministre à La Havane.

À cette période, à Cuba, la situation s'est encore dramatiquement dégradée pour la population « de couleur ». Pris entre deux feux, car profondément opposé à une lecture des maux de sa société en termes raciaux, Rafael Serra, élu député en 1904 (en tant que membre du Parti modéré de Tomás Estrada Palma), avait rejeté d'abord l'idée de créer un Parti fondé sur la couleur pour lutter contre les discriminations raciales qui sévissent à Cuba. En 1905, en compagnie d'Evaristo Estenoz, un ancien lieutenant de l'armée indépendantiste, il se rend néanmoins aux États-Unis pour observer les nouvelles stratégies déployées par les mouvements noirs nord-américains pour défendre leurs droits civiques (Helg, 2000 [1995] : 193). Or, si Serra semble admirer profondément Booker T. Washington⁸⁷, Estenoz paraît quant à lui plus inspiré par W.E.B. DuBois, qui en 1903 vient de publier *The Soul of the Black Folk* et contribue, en 1905, à créer le Niagara Movement (à l'origine de la *National Association for the Advancement or Colored People*, fondée en 1909), qui réclame la fin de la ségrégation raciale. À leur retour à Cuba, Estenoz, membre du Parti libéral, participe, avant d'être emprisonné pendant six mois, à l'insurrection provoquée par la réélection frauduleuse de Tomás Estrada Palma, où trouve la mort l'un des héros « noirs » de l'indépendance, le général Quintín Banderas. Cette contestation armée, appelée

⁸⁶ Parmi les partisans de Firmin qui sont fusillés par le régime de terreur institué par Nord Alexis, se trouvent le célèbre homme de lettres et militant Massillon Coicou et ses deux frères Horace et Pierre-Louis Coicou.

⁸⁷ Nancy Raquel Mirabal (2017 : 154) compare d'ailleurs la rhétorique de la respectabilité chère à Serra à celle de Booker T. Washington. Tous deux seront par la suite amplement critiqués pour leur manque de combativité par plusieurs mouvements noirs cubains et nord-américains.

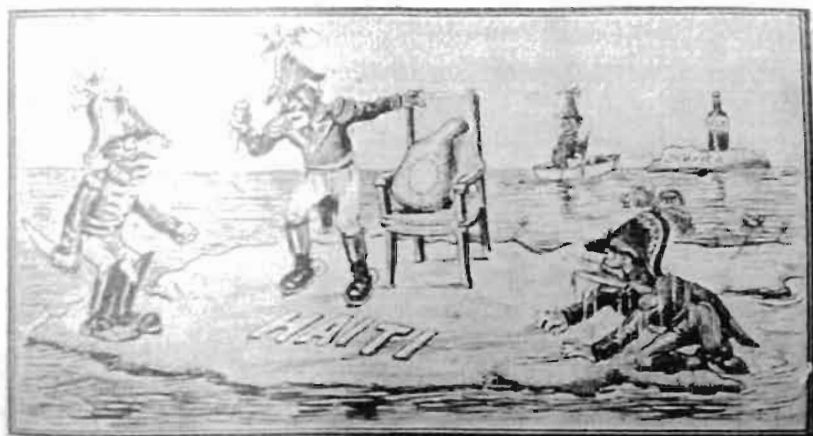
guerrita de agosto, déclenche, à la demande du président lui-même, une nouvelle intervention militaire des États-Unis, qui occuperont le pays jusqu'en 1909. Dans ce contexte, Estenoz parcourt l'île avec d'autres vétérans, à la rencontre des nombreux comités et associations locales réclamant l'accès aux emplois publics des « gens de couleur » – revendications dont Serra se fait l'écho à la fin de son recueil, comme on le verra. Dans la perspective des élections présidentielles, leur alliance donne naissance, en 1908, au Parti indépendant de couleur, dont le programme politique est avant tout social, mais réclame également la fin de la discrimination raciale et l'arrêt de la politique migratoire favorable aux ressortissants « blancs » (Fernández Robaina, 1990 : 68-93). Malgré une défaite électorale prévisible, le mouvement prend une certaine ampleur, au point de réactiver les rumeurs de conspiration et le fantasme de massacres « comme en Haïti » ainsi que celles de viols de femmes et de sacrifices rituels d'enfants (Helg, 2000 [1995] : 217-252).

Anténor Firmin, lorsqu'il arrive à La Havane en mars 1909, en éprouve les conséquences. Serra est alors malade (il s'éteint quelques mois plus tard). Firmin ne semble pas l'avoir rencontré et, comme il s'en explique dans son texte, il ne retrouve pas son interlocuteur, Francisco Henríquez y Carvajal, qui l'avait contacté afin de relancer le projet de Confédération antillaise. Il se réunit en revanche à plusieurs reprises avec Evaristo Estenoz et Pedro Ivonnet (lui aussi leader du Parti indépendant de couleur) et leur remet un exemplaire de *De l'égalité des races humaines* (Cuellar Vizcaíno, 1957 : 79). Ces rencontres peu documentées, suffisent à la presse cubaine pour accuser Firmin de conspirer avec les Indépendants de couleur et de leur fournir des armes en provenance de la si redoutée Haïti (Cantón Otaño, 2016 : 55-56). Il est alors contraint de renoncer à sa charge et de partir de l'île.

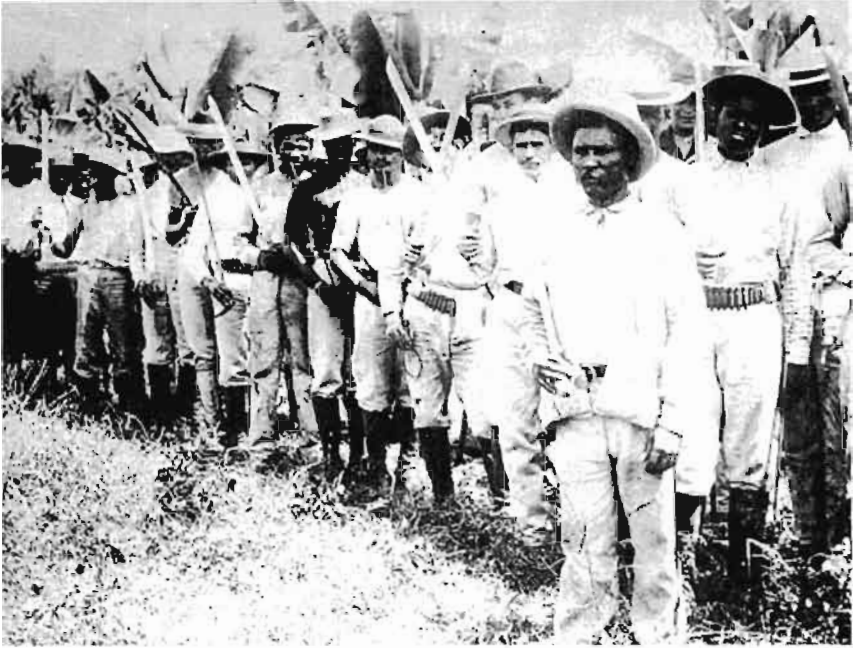
Accusé également – à tort – de fomenter le mouvement en sous-main, le député Martín Morúa Delgado (et à travers lui, le gouvernement du Président José Miguel Gómez et le Parti libéral), se résout à condamner le Parti indépendant de couleur pour racisme et antipatriotisme et fait voter le 3 mai 1910 la « loi Morúa », qui le rend illégal. La lutte « ordonnée et visible », la résistance pacifique, prônés par Serra qui vient de décéder, ne semblent plus possibles. En protestation contre cette loi et les arrestations qui en ont résulté, et après avoir épuisé tous les moyens légaux à leur disposition, les leaders du mouvement menacent de se soulever si la loi n'est pas abrogée avant les nouvelles élections présidentielles ; ils prennent symboliquement le maquis le 20 mai 1912, jour anniversaire de l'avènement de la République cubaine. La répression se déclenche avant qu'ils n'entament la moindre action ou négociation. Le gouvernement de José Miguel Gómez, qui brigue la réélection, désarme les soldats de couleur et arme des milices exclusivement « blanches », au nom de la défense de la



Paysanne haïtienne avec ses enfants
Sir Harry Hamilton Johnston, 1908
© CIDIHCA



Les convulsions d'Haïti. Pour le président Simon la nuit est finalement tombée.
Entre Fouchard et Firmin ils veulent lui enlever le jambon
[Gravure satirique parue dans l'hebdomadaire cubain *La política cómica* en 1902]
Extrait de Rodríguez, Emilio Jorge, *Una suave, tierna línea de montañas azules.*
Nicolás Guillén en Haïti, 2017, p. 61.



Natives Troops, Cuba [Circa 1910 ?]

© Library of Congress, Prints & Photographs Division



20 mai 1902, La Havane : le drapeau des États-Unis est amené et le drapeau cubain est hissé sur le palais présidentiel (ancien Palais des capitaines généraux).

<http://moncadalectores.blogspot.com/2015/08/la-republica-mediaticizada-la-mayor.html>

« civilisation blanche » contre la « barbarie noire », tandis que les États-Unis dépêchent des *marines* pour protéger les vies et les biens de leurs ressortissants. La lutte, concentrée dans l'Est de l'île, est brève, quelques semaines tout au plus, pendant lesquelles la suspension des garanties constitutionnelles est déclarée. Entre 3000 et 6000 personnes de couleur sont massacrées ; parmi elles des femmes, des enfants (Helg, 2000 [1995] : 287). Le 15 juillet 1912, les garanties constitutionnelles sont rétablies. Les photos des corps suppliciés d'Estenoz et Ivonnet font la une des journaux aux côtés de gros titres qui clament que la République cubaine ne sera pas une « République noire⁸⁸ » et qu'elle a gagné la « guerre contre le racisme⁸⁹ ».

Un « Haïtien extraordinaire » et une « âme fondatrice »

Anténor Firmin (1850-1911) est l'un des principaux intellectuels de la fin du XIX^e siècle haïtien. Né dans une modeste famille du Cap-Haïtien, il est connu pour ses publications scientifiques et son engagement politique. Très jeune, il se lance dans l'enseignement dans sa ville natale (1867-1871) avant de se faire employer dans les services douaniers (1871-1872). Il fait parallèlement ses premiers pas en politique en prenant la tête d'un soulèvement paysan en 1867. Membre du Parti libéral, il s'affirme ensuite en tant qu'homme politique, avocat et économiste. Il devient d'abord, entre 1872 et 1873, membre de la Commission du retrait du papier-monnaie puis il est, en 1875, nommé avocat du barreau du Cap-Haïtien. Par la suite, il intègre la Commission de réforme administrative pour le département du Nord (1876). Également journaliste, rédacteur en chef du *Messenger du Nord* fondé en 1878, Firmin est un défenseur de la liberté de la presse.

En 1883, sous le gouvernement de Salomon, et en pleine insurrection menée par Boyer Bazelais et les membres du Parti libéral qu'il

⁸⁸ Dans son examen des articles de presse de la région de Guantánamo à cette époque, E. Gofried (cité par Cantón, 2016 : 54-55) a relevé de nombreuses accusations de conspirations de ressortissants haïtiens (ou de leurs descendants) visant à établir à Cuba, comme en Haïti, une « République noire » : les noms de famille de plusieurs de ses leaders locaux, descendants des réfugiés haïtiens d'après la Révolution, permettant d'appuyer cet argument, qui faisait du mouvement des Indépendants de couleur un mouvement « raciste » aux dangereuses ramifications internationales.

⁸⁹ Pour une description détaillée de ces événements et du rôle de la presse et des discours des différents responsables politiques ayant contribué à attiser la haine raciale, voir Helg (2000 [1995] : 261-314). Sur le Parti indépendant de couleur et son soulèvement, on pourra également consulter Castro Fernández (2008), Rodríguez (2010) et Estévez *et al.* (2011).

soutient, Firmin accepte une mission à Caracas pour célébrer le centenaire de la naissance de Simón Bolívar. Cependant, il refuse ensuite un poste de ministre et quitte le pays ; il s'exile à Saint-Thomas, puis à Paris. C'est là qu'en 1885 Firmin publie son ouvrage le plus connu : *De l'égalité des races humaines (Anthropologie positive)*. Sa réfutation des théories racistes et sa mise en cause brillante et radicale de l'inégalité raciale le font connaître dans les milieux intellectuels et lui assurent une célébrité en Haïti. À Paris, et notamment à la Société d'anthropologie, où l'a introduit, en 1884, Louis-Joseph Janvier, l'ouvrage est cependant très peu commenté.

En 1888, de retour en Haïti, Firmin débute une grande carrière politique et occupe des postes au plus haut sommet de l'État. Il est d'abord constituant de la Commune de Cap-Haïtien puis conseiller du gouvernement provisoire chargé des départements de l'Agriculture, des Cultes et des Relations extérieures. Entre 1889 et 1891, il est secrétaire d'État des Finances, du Commerce et des Relations extérieures sous le gouvernement de Florvil Hyppolite. À ce moment, Firmin réorganise les douanes, l'administration de la Banque nationale, et réussit à stabiliser l'économie du pays. Avant d'être contraint à la démission, Firmin empêche l'acquisition du Môle Saint-Nicolas par les États-Unis. Les pratiques politiques qu'il a développées constituent ce que l'on appelle le « firminisme » (Manigat, 2010).

En 1891, il réside de nouveau à Paris, où il noue des liens avec Ramón Emeterio Betances et s'allie au projet de ce dernier de créer une Confédération antillaise. Firmin est alors en contact avec les membres du réseau latino-américain et s'intéresse aussi à la question du panafricanisme. Il publie *Haïti au point de vue politique, administratif et économique : conférence faite au Grand cercle de Paris* (1891). En Haïti, il reprend ensuite ses activités politiques ; en 1896, le président Tirésias Simon Sam le nomme ministre des Finances et des Relations extérieures. Toutefois, son cabinet est rapidement renversé ; Firmin, opposé au Sénat, est à nouveau contraint à la démission. Il repart en France. En 1899, il publie *Diplomate et diplomatie : lettre ouverte à M. Solon Ménos* qui concerne le traitement de l'affaire Lüders. L'année suivante, en 1900, il est nommé Ministre plénipotentiaire à Paris. Deux ans plus tard, révoqué par le président provisoire Boisrond-Canal, il rentre en Haïti et se prépare pour l'élection présidentielle (Gaillard, 1993). Les ambitions de Nord Alexis l'empêcheront pourtant d'aller plus loin. Contraint, une nouvelle fois de se retirer du jeu politique, Firmin repart en exil à Saint-Thomas en 1902.

Monsieur Roosevelt, président des États-Unis, et la République d'Haïti est publié en 1905. Entre 1909 et 1910, Firmin est envoyé comme ministre à La Havane puis à Londres. Il ne rentrera plus en Haïti ; en 1910, il s'établit à Saint-Thomas, d'où il publie *Lettres de Saint-Thomas* (1910) et *L'Effort dans le mal* (1911). Il s'éteint en septembre 1911. Élevé aux rangs d'officier de l'Instruction publique, de la Légion d'honneur, Firmin a acquis un prestige qui a largement dépassé les frontières d'Haïti : il fut notamment membre de la Société de législation comparée de Paris, de la Société de sociologie de Paris, de la Société des études coloniales et maritimes de Paris, de l'*American Academy of Political and Social Science*, membre associé à l'Institut international de sociologie et correspondant de l'*American Negro Academy*.



José Rafael Serra y Montalvo (1858-1909) naît et grandit à La Havane dans une famille « mulâtre » de milieu populaire et ne reçoit dans un premier temps qu'une instruction primaire sommaire, à une époque où la loi stipule qu'il n'est pas permis d'enseigner aux enfants noirs la grammaire, le dessin, l'histoire et la géographie (Deschamps Chapeaux, 1975). Ouvrier du tabac, il a cependant l'opportunité d'élargir ses connaissances grâce au *lector de tabaquería*, une pratique qui s'institue à cette époque dans les fabriques de tabac à Cuba et qui consiste à agrémenter les heures de travail par des lectures destinées à améliorer la culture générale des ouvriers – pratique qui va également contribuer à les politiser (Rivera *et al.*, 2007).

C'est ainsi que, très jeune, il s'engage dans la lutte indépendantiste et abolitionniste, en fondant notamment des écoles pour enfants d'ouvriers « de couleur », qui seront aussi fréquentées par des enfants d'ouvriers « blancs » (Deschamps Chapeaux, 1975 ; Cabrera Peña, 2008 : 22). En 1879 d'abord, à Matanzas, où il crée aux côtés de Martín Morúa Delgado la Société d'instruction et de divertissement *La Armonía* et le journal du même nom⁹⁰. En exil ensuite, à Cayo Hueso (1884), où il se joint en qualité de lieutenant à une tentative d'insurrection (« plan Gómez-Maceo ») qui se solde par un échec. Entre 1884 et 1885, avec

⁹⁰ D'autres périodiques défendant l'égalité raciale voient le jour à cette époque (*La Fraternidad*, fondé par Juan Gualberto Gómez, *El Pueblo*, etc.).

Martín Morúa Delgado là encore, il voyage au Panama, puis en Jamaïque afin d'essayer de recueillir des soutiens pour la lutte armée. C'est à l'occasion de ce dernier séjour qu'il publie son premier ouvrage, *Ecos del alma. Ensayo literario* (1885), dédié à María Cabrales, l'épouse d'Antonio Maceo. De retour aux États-Unis, il publie un autre recueil, *Ideas y pensamientos. Album poético, político y literario* (1886), où il expose à nouveau ses pensées (et impressions) liées à sa situation d'exil (Mirabal, 2017 : 99).

C'est à New York qu'il noue vers 1888 une amitié profonde avec José Martí. Ensemble, et avec d'autres compatriotes « de couleur » comme Juan Bonilla ou Manuel de Jesús González, ils fondent la Société protectrice de l'instruction La Ligue, destinée aux ouvriers cubains et portoricains. José Martí y donne des cours du soir gratuits et y gagne le surnom de « Maître » (*Maestro*). En 1892, lorsque ce dernier crée le Parti révolutionnaire cubain, Rafael Serra y adhère et récolte des fonds pour cette cause. Lorsqu'éclate la dernière Guerre d'indépendance en 1895, José Martí demande à Serra de rester aux États-Unis pour poursuivre son œuvre fondatrice (Cabrera Peña, 2008 : 25) et ainsi « préparer les éléments d'une société réparatrice » (Deschamps Chapeaux, 1975 : 45). Après sa mort en mai de la même année, Serra crée les journaux *El Nuevo Criollo*⁹¹ et *La Doctrina de Martí*⁹². Toute sa vie, il va tenter de s'opposer à la discrimination raciale de façon pacifique et légale, restant en cela fidèle aux idéaux de celui qu'il contribue à consacrer comme l'« Apôtre », dont il est l'un des premiers exégètes (Cabrera Peña, 2008 : 26-27). Il compile dans ce but en 1896 une première série d'articles de sa main, *Ensayos políticos*, complétée et rééditée en 1899 sous le titre *Ensayos políticos, sociales y económicos* (formulation qu'il reprendra en sous-titre dans son recueil de 1907).

Entre 1899 et 1904, depuis New York, puis à son retour à Cuba en 1904 pour prendre ses fonctions de député du Parti modéré (il sera réélu en 1908) dans le gouvernement de Tomás Estrada Palma, Rafael Serra commence à dénoncer la mise à l'écart de la population « de couleur », par le biais de pamphlets parus dans *El Nuevo Criollo*, qui seront réunis et publiés en 1907 dans *Para blancos y negros*. Anti-annexionniste conscient que la population cubaine « de couleur » ne tirerait aucun avantage d'un rattachement à un État ségrégationniste,

⁹¹ Hebdomadaire politique, littéraire et biographique d'intérêt général, publié à New-York et à La Havane.

⁹² Publié à New-York entre 1896 et 1898 puis à La Havane entre 1899 et 1901.

Serra envoie néanmoins sa fille, Consuelo Serra y Heredia, étudier à l'École normale de New York, où elle obtient un doctorat en pédagogie en 1905. À Cuba, victime du racisme, cette dernière n'obtiendra qu'un poste d'enseignante de première année d'école primaire, ce qui ébranlera la confiance de Serra en la bonne volonté du gouvernement pour éradiquer les discriminations. Cette année-là, il effectue également un bref voyage aux États-Unis avec Evaristo Estenoz, futur leader du Parti indépendant de couleur. *Para blancos y negros* est publié en 1907. Proche de ce parti à sa création en 1908, Rafael Serra meurt en octobre 1909. Un essai de sa main, intitulé *La República Posible*, est publié quelques jours plus tard.

L'impossible insularité : deux recueils, deux rétrospectives

Firmin a rédigé les *Lettres de Saint-Thomas* durant son dernier exil sur l'île caribéenne éponyme (et alors danoise) – lieu d'exil bien connu des Haïtiens⁹³. Composée de six chapitres, cet ouvrage s'organise à partir de lettres, précédées chacune d'introductions qui contextualisent leur sens⁹⁴. Firmin nous livre ici ce qu'il nomme des « patriotiques méditations » (1910 : I). Les thèmes en sont variés : développement social, économique et politique d'Haïti par attrait de capitaux étrangers ; héritage linguistique singulier et non moins précieux de cette « France Noire » (*op. cit.* : 94), selon l'expression de Michelet reproduite sous la plume de Firmin, ainsi rattachée à la France mais aussi à la « grande République européenne » (*op. cit.* : IV) ; nécessaire sociologie de la population pour penser l'« arithmétique politique »

⁹³ L'ouvrage est dédié à plusieurs diplomates français. Firmin entend ainsi témoigner de sa sympathie pour la France.

⁹⁴ La première est une lettre ouverte à la Société de législation de Port-au-Prince qui permet à Firmin de revenir sur les obstacles que constitue l'interdiction d'accéder à la propriété terrienne qui frappe tout étranger en Haïti ; une deuxième correspondance est adressée à Paul Deschanel et à Adolphe Brisson, alors directeur des *Annales politiques et littéraires*, au sujet de la langue française en Haïti ; une troisième – celle ici reproduite – est adressée à Monsieur F. Carvajal ; une quatrième est destinée à L. C. Lhérisson au sujet du recensement de la population ; une cinquième est pour le docteur Paul Salomon à propos de sa lecture de l'ouvrage d'Alfred Fouillée, *La conception morale et civique de l'Enseignement* (1902) ; une sixième et dernière lettre est adressée à Clément Magloire, directeur du journal *Le Matin* de Port-au-Prince, qui a publié une série d'articles (*Étude sur le tempérament haïtien*) dans laquelle, à partir du travail d'Edmond Demolins (fondateur en France de la revue *La science sociale* et de l'École des Roches), il commente *M. Roosevelt, Président des États-Unis et la République d'Haïti* et *De l'égalité des races humaines*.

(*op. cit.* : 179) qui puisse lutter contre « l'étiage de la misère » (*op. cit.* : V) ; importance de l'enseignement pour combattre l'ignorance dans laquelle « campagnards et soldats » sont abandonnés ; adoption de l'union de la liberté et de l'égalité pour la jeune république haïtienne qui doit, en cela, se distancier du modèle aristocratique et s'inspirer d'autres jeunes nations. Les *Lettres de Saint-Thomas* sont ainsi éloignées, nous dit Firmin, de ce à quoi le lecteur aurait pu s'attendre, éloignées « des combinaisons plus ou moins compliquées, des plans d'attaque, des projets politiques » (*op. cit.* : I). Les sujets traités n'en sont pas moins d'une brûlante actualité dans la patrie qu'il a dû quitter. Et, au cœur du propos, se dessine une problématique : celle qui interroge les alliances et les rapprochements grâce auxquels Haïti pourrait se soustraire à son état présent, rompre son isolement et dépasser une partie des clivages politiques et sociologiques qui la fragilisent. Cette préoccupation traverse notamment le troisième chapitre, présenté ici, qui revient sur un projet ambitieux de solidarité pan-antillaise, de « liberté politique » et « d'émancipation intellectuelle et morale » en lequel Firmin peine cependant à croire qu'il puisse être édifié. L'union (qui dans le passé a été pensée possible) de corps sociaux, inscrits dans des rapports de domination imposés par l'impérialisme de puissances étrangères, par un pouvoir coercitif en terme de politique intérieure ou par l'exploitation coloniale, telle est la réflexion posée par « Haïti et la confédération antillienne ».

Firmin évoque à cet égard les liens intellectuels et amicaux qu'il a entretenus avec Torres Caicedo, Betances et Martí. Ce sont là des souvenirs qui lui sont douloureux, en ce qu'ils sont associés à la mort de ces grandes figures de l'antillanisme, et avec elle à l'agonie de leur pensée politique. Comme il le sous-entend également dans ce texte, entre 1898 et 1905, Firmin a connu une expérience politique difficile en Haïti. Celle-ci lui a permis de mûrir une réflexion politique et sociologique mais lui a laissé un goût amer, si ce n'est désabusé, de ses possibilités d'exécution. Dans *M. Roosevelt, Président des États-Unis et Haïti* (1905), qui semble trancher avec le propos développé dans le texte de 1910, Firmin souligne notamment, à l'appui de sa vision d'un nécessaire développement industriel d'Haïti et à l'encontre de ce qu'en pensait Louis-Joseph Janvier (voir chapitre 1), l'intérêt que pourraient représenter les capitaux américains pour son pays. Il entend aussi insister sur l'importance de la modération politique intérieure pour le bien de sa patrie et, conscient de la position des États-Unis sur l'échiquier international, de la dépendance d'Haïti à l'égard de la politique américaine, il prend là encore le voisin du Nord comme modèle. Serra, de même, hésite au fil de son recueil entre une posture anti-annexionniste (réaffirmée en particulier à chaque intervention militaire nord-américaine, en 1899 et en 1906), où il brandit le spectre d'un nouvel esclavage de tous les Cubains sous le joug de quelques maîtres étrangers (1907 : 66) et une

autre où, défendant l'amendement Platt comme un moyen nécessaire – du moins dans un premier temps –, il appelle de ses vœux une plus grande influence des États-Unis à Cuba, de façon à pallier le chaos politique intérieur et prendre exemple sur les mouvements noirs qui parviennent à s'y organiser malgré la ségrégation et, selon lui, avec l'appui de l'État.

Manœuvre ou non pour obtenir le soutien des États-Unis pour un retour sur la scène politique haïtienne après la déroute qu'il a connue quelques années plus tôt, le propos de Firmin est bien là de soutenir la doctrine de Monroe telle que défendue par Roosevelt. Mais, comme on l'a signalé, Firmin rappelle aussi, dans les lignes de sa conclusion, d'ailleurs reproduites dans les *Lettres de Saint-Thomas* (1910 : 419-420) que :

« tout sera inutile et vain, si les Haïtiens ne se décident pas à jeter un regard rétrospectif sur le passé et à sentir la nécessité de changer d'habitude, en abandonnant tous les préjugés intérieurs et extérieurs qui expliquent le retard de notre développement national. Il ne servira de rien que le meilleur concours nous vienne du dehors si nous ne nous redressons pas, dans un effort résolu, pour nous lancer virilement hors de l'ornière où nous avons trop longtemps débûché. » (1905 : 492-493).

C'est aussi en 1905 que Firmin, au nom du patriotisme qu'il incarne, reçoit la lettre de Francisco Henríquez y Carvajal reproduite dans son essai.

Dans *Para Blancos y Negros*, Rafael Serra dresse quant à lui un diagnostic social de son pays, dont l'indépendance toute relative a été fragilement acquise seulement cinq ans auparavant, à un « instant de création » où l'édification de la nation cubaine est au cœur de toutes les préoccupations. Fondant sa légitimité sur son appartenance aux classes reléguées au bas de l'échelle sociale et sur son statut d'élite « de couleur » à la Chambre des représentants, il s'appuie sur une démarche sociologique descriptive pour « descendre dans l'arène » et proposer « amicalement » des mesures aux dirigeants politiques, qui sont donc ses interlocuteurs premiers. Ce recueil d'articles, imprimé à compte d'auteur, pose d'emblée la proximité de l'auteur avec José Martí. Au titre, qui fait clairement écho à l'un des plus célèbres discours du « Maître⁹⁵ », succède une photo en pied de Serra qui fait face à Martí (aux côtés du docteur Fermín Valdés Domínguez) et vise à l'instituer au rang d'inspirateur et de garant. Serra, qui est loin d'avoir acquis, dans son propre pays, une reconnaissance intellectuelle comparable à celle de Firmin, s'appuie au fil de ses textes sur José Martí et adopte ainsi à de nombreuses reprises la posture

⁹⁵ *Con todos y para el bien de todos* « Avec tous et pour le bien de tous », discours de José Martí prononcé le 26 novembre 1891 à Tampa (Martí, 1991 [1891] : 267).

de disciple. Dans l'ouvrage pourtant, on ne trouve pas mention d'un rêve pan-antillais. La lutte pour la préservation d'une unité nationale et d'une égalité citoyenne, d'une « possible République » (1909), l'absorbe tout entier.

Les articles compilés par Serra, publiés dans la presse entre 1899 et 1907 sont tous consacrés au problème de la discrimination raciale à Cuba envisagée depuis différents aspects. Les trois textes sélectionnés, qui ont été rédigés en octobre 1904 alors qu'il vient de prendre ses fonctions de député, reflètent tout particulièrement cette préoccupation première, à un moment où le propos, toutefois, tente de ménager le gouvernement auquel il participe et se fait moins mordant. L'ensemble de l'ouvrage n'est pas présenté dans un ordre chronologique strict, mais dans ce qui semble suivre l'évolution de la pensée de Serra telle qu'il souhaite la présenter en 1907. L'auteur devient au fur et à mesure plus incisif, s'éloignant progressivement du rêve d'union nationale, dont on comprend qu'il commence à douter, pour se rapprocher peu à peu, non sans prudence et hésitation, d'initiatives spécifiques aux « gens de couleur ». Ces textes de Serra alternent avec les textes d'autres auteurs, le plus souvent états-uniens⁹⁶, qu'il a traduits et assortis de commentaires. Ce choix d'écriture lui permet d'assoir opportunément son argumentation. Anti-annexionniste parfois virulent, Serra entretient néanmoins, comme on l'a vu, une relation ambivalente avec les États-Unis, qu'il prend lui aussi pour modèle dès qu'il s'agit de montrer combien les Noirs américains ont su « progresser » et s'instruire, aidés dans leur entreprise par « la philanthropie de Blancs généreux » (1907 : 39), situation qui contraste, selon lui, avec celle qui règne à Cuba où tout est fait pour maintenir les divisions raciales.

Dans le prologue du livre, intitulé « Pour tous », Serra pose son propos de départ qui est de ne jamais céder à un traitement différencié des deux groupes (« blancs » et « noirs »), à ce qu'il appelle aussi plus rarement des « divisions ethniques » (1907 : 102). Ce « pour tous » signifie aussi qu'il s'adresse « aux gouvernants ignorants », « aux défenseurs agressifs du féodalisme industriel », à ceux qui ignorent encore combien il a œuvré pour « le bien de la République », de sa naissance à sa « disparition partielle ». Nous sommes alors en 1907 et Cuba est en effet à nouveau occupée. Pour Serra,

⁹⁶ Outre divers articles anonymes du *Herald* de New York, on trouve par exemple le texte du journaliste unioniste et anti-esclavagiste Charles Nordhoff, auteur en 1865 de *America for free working men* ! (Serra, 1907 : 25), ou encore une lettre de Roosevelt (datée du 12 août 1905) à la Ligue nationale des commerçants de couleur des États-Unis les encourageant à fonder des entreprises (*op. cit.* : 162) et des extraits du livre de l'avocat, journaliste et pasteur noir R. O. C. Benjamin, *Benjamin's pocket history of the American Negro : a story of thirty-one years, from 1863 to 1894*, publié en 1894 (*op. cit.* : 173). Sur le texte de Booker T. Washington, voir *infra*.

qui appartient au Parti modéré du président Estrada Palma, mis en cause lors des révoltes de 1906, il s'agit d'un double échec politique, national et personnel. D'autant que ses adversaires directs, les députés « mulâtres » du Parti libéral (Juan Gualberto Gómez et Martín Morúa Delgado), accusent le gouvernement d'Estrada Palma de n'avoir rien fait pour lutter contre les discriminations raciales. Tout le livre est donc aussi conçu comme une preuve de la bonne foi de l'auteur : il y explique qu'il n'a eu de cesse, durant ces années, de dénoncer les discriminations touchant ce qu'il appelle « la classe de couleur », « la classe oubliée » (expressions qui reviennent le plus souvent sous sa plume). Il évite en effet soigneusement, quand il le peut, le terme de « race » et même celui de « noirs ».

Pendant de ce prologue, le tout dernier texte du recueil, intitulé « Résumé », rédigé lui aussi en 1907 et qui fait figure de conclusion de l'ouvrage (1907 : 203), revient sur son objectif patriotique premier. Il y actualise en ce sens la liste des injustices et des discriminations qui entachent l'unité nationale, puis répertorie les initiatives qui commencent à fleurir dans l'île pour créer un « Parti noir ». Serra conclut :

« Si tout ce que nous avons énuméré n'était pas matière suffisante à prendre une décision qui conduise à une bonne intelligence entre tous les éléments du pays, il faudrait alors renoncer à tout espoir de cohabitation possible à Cuba, et continuer dans l'incertitude. Cependant, nous croyons urgent et nécessaire de réunir une grande assemblée, avec un temps raisonnable de préparation, où assistent, sans distinction de filiation politique, des délégués des six provinces pour, pacifiquement et dans la légalité, définir nos aspirations et lutter sans repos jusqu'à leur obtention » (*op. cit.* : 215).

On voit là, en germe, se dessiner le basculement qui sera celui du pays tout entier et que redoute Serra : au « pour tous » du prologue, à la formule inclusive du titre (*Pour les Blancs et les Noirs*), succède inexorablement un « nous » qui ne fait plus référence qu'aux « éléments » de l'une ou l'autre « couleur ».

Sentiments nationaux et conscience transnationale

L'anti-racisme de Serra et de Firmin va cependant de pair avec l'assurance, tout aussi profondément ancrée et beaucoup plus consensuelle à cette époque, qu'il existe des inégalités entre les civilisations et que la modernité occidentale demeure le but à atteindre. Dès lors, l'objet de la lutte est de garantir à tous un accès équitable à cette dernière, en protégeant, d'une part, la souveraineté des petits et jeunes États-Nations antillais et, d'autre part, en assurant à leurs membres descendants d'esclaves africains le droit à l'instruction et à la participation pleine et entière à la vie sociale et politique.

De façon significative, vingt ans après sa magistrale étude qui démontre l' inanité d'une pensée fondée sur l'inégalité des races⁹⁷. Firmin choisit, dans « Haïti et la Confédération antillienne », de décrire les « hommes d'élite » qu'il a rencontrés à partir de leur qualité intellectuelle, de leur probité, de leur détermination, de leur humanité. Ce n'est qu'au détour de quelques mots sur leur visage, leurs cheveux, que des traits physiques des illustres penseurs de « jeunes nations américaines appartenant à un type ethnique différent de celui des Anglo-Américains » sont donnés à voir ; chacun d'eux est ainsi mis dans un rapport d'égalité et, sous la plume de Firmin, tout se passe comme si, à Paris, à cette époque, la couleur n'avait pas d'importance.

Serra, qui n'est pas un anthropologue (et qui n'a pas lu le livre de Firmin que ce dernier n'apporte à Cuba qu'en 1909), va quant à lui s'appuyer sur des sources de seconde main. La reproduction qu'il donne dans son recueil (1907 : 97) d'une recension d'un livre du célèbre sociologue français Jean Finot (*Le préjugé des races*, 1905), réalisée par Cesare Lombroso, est significative à cet égard, car elle prend habilement le contrepied de l'usage raciste et eugéniste de l'œuvre de ce criminologue qui est alors fait par d'autres à Cuba (voir aussi chapitre 3)⁹⁸. Finot y évoque le « progrès » réalisé par les Noirs d'Amérique et exprime son opinion – partagée par Serra – quant à l'inégalité des degrés d'avancement des Africains et des Européens : « exposé à l'action des facteurs qui ont forgé l'âme des Blancs, ce même nègre stupide, insouciant, souvent même anthropophage, s'approprie la mentalité et les conceptions intellectuelles de ces derniers » (Finot, 1905 : 457, cité par Montero, 2014 : 49). Pour Serra qui rejette avec dégoût les coutumes africaines⁹⁹, l'enjeu est donc d'abord de prouver que les Cubains « de

⁹⁷ José Martí, le jour de sa mort, portait sur lui des notes manuscrites tirées, entre autres, de cet ouvrage de Firmin auquel il accordait une grande importance (Toledo Sande, 2011).

⁹⁸ Cesare Lombroso, qui était lui-même juif, avait consacré à la demande de son collègue Jean Finot, en 1893, un ouvrage à l'antisémitisme, qu'il considérait comme une épidémie et dont il démontait les fondements scientifiques (Bosc, 1997).

⁹⁹ Il affirme, dans un éditorial de 1904, à propos des crimes rituels : « Nous ne devons absolument rien à l'Afrique » et rejette « l'africanisme, qui tel un énorme poulpe aux

couleur » ne sont pas, ne sont plus des Africains, mais bien les « Noirs civilisés » auxquels s'adresse Fernando Ortiz¹⁰⁰.

L'idée de « classe », voire de « caste » chez Serra est à comprendre en ce sens. Comme Antonio Bachiller y Morales (chapitre 1), on le voit donc dans ces textes s'ériger contre la construction sociale de la race et du « primitif atavique », convaincu qu'il peut jouer un rôle en informant les gouvernants sur les « réalités » et « la vie intime » des « masses populaires ». Les termes employés ne sont pas anodins : Serra va tenter, sans relâche, de protester contre les discriminations raciales sans jamais en faire une affaire de race, refusant jusqu'à sa mort une vision séparatiste de la société cubaine. Tout juste parle-t-il de « population de couleur » ou de « classe de couleur » en tant que « classe maltraitée ». Il s'insurge également contre le spectre d'une « guerre de races », agité habilement par les autorités pour couper court aux revendications des citoyens de couleur : « La variété ethnique se voit à peine chez nous », affirme-t-il, et notre peuple est « composé d'individus avec différents angles faciaux, différents épidermes, mais partageant tous une même croyance, de mêmes coutumes, une même histoire, une même tendance et un même cœur » (Serra, 1907 : 12). Il tente, enfin, de retourner le paradigme hygiéniste en faisant de l'ancienne institution de l'esclavage et du racisme qu'elle a engendré le véritable foyer d'infection qui frappe la société cubaine : « dans notre triste état sociologique, les germes nocifs issus d'un esclavage débilisant, [...] sans distinction de classes ni de sujets, nous infectent, nous décomposent et nous tuent tous tant que nous sommes » (1907 : 53). Ainsi, Serra ne se borne pas à mettre en lumière des problèmes sociaux non résolus. Il esquisse – dans un style certes non académique – une analyse sociologique de ces derniers.

La question de l'exclusion de la « classe de couleur » de l'arène politique est en effet très présente. Serra détaille les injustices subies, à commencer par celle de la non-représentation dans toutes les instances de la société, au mépris de la considération des caractéristiques socio-historique de formation de la population cubaine. Il passe également en revue les questions relevant du droit de la famille, de la condition féminine, de l'honneur mas-

innombrables et incommensurables tentacules, s'immisce chaque jour un peu plus dans tout notre corps social » (cité par Helg, 2000 [1995] : 187). *Dans Para blancos y negros*, il appelle la classe de couleur à améliorer ses qualités morales et intellectuelles : « Nous devons combattre de façon vigoureuse nos habitudes, qui choquent celles de l'autre classe, laquelle, de par son raffinement, représente la culture du pays » (1907 : 110).

¹⁰⁰ Tous ses écrits sont, dans le même esprit, traversés par le thème récurrent de la respectabilité et de la morale. En témoignent les nombreuses photos de ses compatriotes « de couleur », entourés de leur famille, vêtus de costumes impeccables, les cheveux lissés, qui illustrent son recueil. Aux stéréotypes courants d'un « homme noir » violeur, proxénète, ou de la « mulâtresse » lascive, voire prostituée, il oppose un discours réclamant la protection juridique et sociale des femmes « bafouées ».

culin et du racisme institutionnel et juridique qui bloque l'accès à l'instruction ou à l'enseignement, des inégalités presque structurelles qu'il propose de pallier pour permettre à cette classe d'accéder à l'ascension sociale à laquelle elle aspire et à laquelle elle a droit. Pour cela, l'auteur, qui a passé près de vingt ans de sa vie politique aux États-Unis, s'inspire des mouvements portés par les intellectuels noirs de ce pays (Cabrera Peña, 2008 : 23). Contemporain de W.E.B. DuBois, il s'en distancie néanmoins par la façon dont il traite ce qu'il appelle « le problème », sans y accoler l'adjectif « noir ». En effet, tandis que DuBois (1903) pose la question de la « double conscience » chez les Noirs américains et se demande ce qu'implique le fait d'être considéré comme un problème dans son propre pays (Renault, 2018), Serra refuse d'être assimilé à « un problème » et s'affirme comme pleinement citoyen et Cubain avant que « de couleur ». À plusieurs reprises on peut lire chez lui l'expression d'un orgueil partagé avec tous les citoyens « de couleur », résultat de leur participation massive à la lutte indépendantiste (Cabrera Peña, 2008 : 24). C'est aussi, rappelle-t-il dans un autre texte du volume, ce qu'affirme « l'illustre régénérateur » Booker T. Washington dans un discours de 1897, où il signale que bien que les Noirs cubains sortent tout juste de l'esclavage, le fait d'avoir contribué à l'indépendance de leur pays leur donne, sur les Noirs américains, « un grand avantage pour leur grandeur et leur dignification » (Serra, 1907 : 143-144).

Serra et Firmin font tous deux preuve d'une grande admiration pour les institutions d'enseignement créées par leurs « congénères, les Afro-Américains » (Firmin, 1885 : 400), et de façon plus générale pour le modèle du *self-made-man*¹⁰¹. L'instruction est en effet pour eux la voie principale à suivre pour aspirer à ce qui est défini à cette époque comme une « régénération de la race » (Gualba, cité par Serra, 1907 : 122). Toutefois, pour l'un comme pour l'autre, et c'est peut-être ce qui fait leur originalité commune, cette régénération est pensée comme celle de tous. En ce sens, élever l'instruction des personnes « de couleur » chez Serra, de toutes les catégories de la population chez Firmin, permettrait de contribuer au progrès de l'ensemble du corps social : « santé de l'État », « santé du peuple », « santé de la nation », tel est bien l'un des *leitmotivs* brandi par Serra dans les extraits proposés. C'est aussi le moyen envisagé pour construire un lien politique au sein de la nation, la fameuse « consistance sociologique » dont Firmin souligne qu'elle n'est pas encore advenue.

La question de la construction de la nation est au cœur de leur réflexion, une réflexion que chacun d'eux développe en marge de l'idée que la grande

¹⁰¹ Dans un texte intitulé « Le Rockefeller noir », Serra s'extasie notamment à propos d'un certain P. J. Grove, qui « s'habille et se comporte de telle manière que, si on lui mettait un masque, on pourrait le prendre pour n'importe quel Blanc bien éduqué et cultivé » (1907 : 167).

majorité de leurs compatriotes se fait du nationalisme. Mais si Serra dialogue avant tout avec ses concitoyens, Firmin, qualifié de « patriote antillien » par Carvajal dans sa lettre, s'inscrit ici dans un espace d'interlocution pan-antillais, celui de la cellule d'intellectuels latino-américains et caribéens constituée quelque vingt ans auparavant et rêvant, comme il le dit, de « l'émancipation intellectuelle et morale de tous ceux dont l'essor est comprimé par quelque force extérieure, despotisme national ou exploitation coloniale ». Une émancipation qui ne peut pour lui se forger que sur l'union « des destinées nationales », condition première à « la genèse d'un sentiment de réelle et puissante sympathie entre les Antilliens, en dehors et au-dessus de toutes les distinctions de race, d'origine et de nationalité ». Firmin est très clair sur ce point : il n'est à aucun moment question pour lui de fonder son projet social et politique sur une solidarité basée sur la couleur. Il signale à ce sujet que le projet du Guadeloupéen H.-Adolphe Lara, qui fait appel à lui pour soutenir une fédération des Noirs antillais, diffère du sien et se base sur une conception qu'il qualifie de « moins large ». On voit là combien Firmin est éloigné de l'idée d'une fédération fondée sur une origine commune, sur l'idée d'une conscience raciale, combien il est éloigné de l'idée d'une « nationalité noire », à laquelle une expérience politique ayant pour finalité la création d'un État-nation noir pourrait être associée. Or, Firmin semble ici aussi dialoguer avec Haïti. Lorsqu'il choisit de qualifier l'idée de Lara de « programme spécialement sociologique » ou lorsqu'il évoque le manque de « consistance sociologique » au sein des partis politiques des différents pays concernés, figure bien, en filigrane, la question des hiérarchies sociales basées sur la couleur. Firmin a déjà critiqué l'exploitation de celle-ci par les politiciens haïtiens peu scrupuleux : « Certainement c'est une arme dangereuse, cause de tous nos malheurs, de tous nos faux pas, de tout notre long stationnement dans les sentiers de la civilisation » (1905 : 65).

Pour Firmin comme pour Serra, dépasser les clivages raciaux et de couleur est la condition première de l'avènement d'une unité nationale et par-delà du progrès du pays. Serra fait à nouveau appel, à ce sujet, au paradigme hygiéniste qu'il retourne pour soutenir son propos, sa « conviction absolue que l'assainissement, nécessaire et réel, de notre atmosphère sociale [...] apporterait la santé à notre âme nationale et prolongerait notre vie commune ». Et quand il s'insurge contre la politique migratoire massive de l'État cubain en faveur des populations blanches, c'est pour souligner que ces nouveaux arrivants n'auront pas, n'auront jamais, « la même conscience nationale » (1907 : 107) que ceux qui ont lutté ensemble pour « l'Union, l'indépendance ou la mort » (*op. cit.* : 191).

De fait, Serra, pris dans les rets d'une « République impossible » (Montero, 2014) et influencé par le lien très fort qui l'unit aux Noirs américains qu'il a longtemps côtoyés, va toutefois, contrairement à Firmin, être tenté à

certains moments de sa carrière politique par l'idée d'une confédération transnationale fondée sur la couleur, c'est-à-dire sur ce qui pour lui constitue une similitude de condition : celle posée non seulement par une situation nationale particulière, mais également par un contexte raciste international. C'est le cas lorsqu'en 1901, alors qu'il vit à New York et que, fort de ce qu'il sait du recul des droits civiques aux États-Unis, il craint pour ses compatriotes à Cuba et clame : « Pourquoi les Noirs n'auraient-ils pas le droit de s'organiser ? [...] Organisez-vous, classe de couleur, et n'ayez pas toute confiance en les promesses de justice des constitutions nationales » (1907 : 93-94). Le rapprochement de Serra et de Firmin avec les leaders du Parti indépendant de couleur à la fin de leur vie ne doit d'ailleurs pas être vu comme une contradiction, encore moins comme un revirement : à ses débuts et jusqu'en 1910 au moins, ce parti, longtemps présenté comme « raciste » dans l'historiographie cubaine, proposait des mesures pour l'accès à l'éducation et aux soins ou l'obtention de meilleures conditions de travail pour les populations pauvres de toutes couleurs de peau. La fédération de citoyens de couleur, telle que Firmin put la connaître à Cuba, était bien un moyen, et non une fin, une tentative désespérée de reconquérir une citoyenneté pleine et entière tout en refusant l'idée de race.



Serra et Firmin réactualisent donc chacun à leur façon la pensée de leurs prédécesseurs à un moment où dans la Caraïbe, l'ingérence états-unienne, les conflits politiques internes et le racisme (en recrudescence à Cuba), vu comme une véritable menace sociale, contrariaient des projets politiques qui cherchent à assoir différemment une souveraineté : par l'intégration des différentes composantes intra-nationales chez Serra, par la construction d'une alliance entre nations chez Firmin.

Serra, chez lequel on retrouve la pensée de Martí, produit son discours dans un contexte contraint, où la population de couleur est reléguée hors de la nation et à qui l'accès à la citoyenneté, à peine acquis, est en partie remis en question. Or, souligne-t-il à maintes reprises, la paix sociale n'est pas possible sans l'avènement d'une véritable justice sociale. Et on voit bien à travers son exemple comment émerge à Cuba une « nécessaire » conscience de couleur, dont la légitimité se construit dans un sens proche de ce que peut contenir l'idée de « juste racisme » développée par Martí (Estrade, 1982 : 111), le seul acceptable, en tant qu'étape permettant de dépasser les inégalités sociales fondées sur la race. Pour Firmin, en 1910, à l'instar de Martí, si le passé – colonial, politique – est mis en avant, il est pensé comme

le « bien commun » de plusieurs nations, destiné à être porté au crédit d'une lutte partagée, au-delà de toute particularité nationale. En ce sens, le patriotisme de Firmin – celui auquel se réfère d'ailleurs Carvajal dans sa lettre, celui qui fut mis en cause par d'autres – se distingue d'un discours nationaliste posé comme seul rempart de souveraineté. Le projet politique de créer une confédération antillienne, non afro-antillienne, est porté par une réflexion anthropologique : à une pensée universaliste et profondément humaniste fait en effet écho un patriotisme qui se rappelle avec force, avec brillance, pour que puisse changer ce qui est jugé contraire au bonheur de sa patrie. Or, faut-il encore indiquer qu'à ce moment, Firmin n'est plus écouté et lu autant qu'il le fut au cours des années précédentes. L'homme s'est retiré, de son pays, de la politique, et les *Lettres de Saint-Thomas* (1910) ne connaissent pas un grand succès. La construction de la Confédération antillienne n'est pas très discutée en Haïti et ce texte de Firmin est un texte peu commenté, ce jusqu'à ce jour – comme si cette part de la pensée de Firmin était restée dans l'ombre auguste et solennelle de l'ouvrage de 1885.

À cet égard, si la comparaison des textes retenus permet de mettre en lumière les liens qui ont uni Haïti et Cuba au tournant du XIX^e et du XX^e siècles, elle rend compte aussi de la façon dont certains de ces liens, restés à la marge des tendances politiques et intellectuelles majoritaires du moment, ont marqué le devenir de la pensée politique de la région. En effet, si l'idée d'une Confédération antillienne et celle d'un dépassement des catégories de race, de classe et même de nationalité ont bel et bien été mises en échec à cette époque, elles ont inspiré l'orientation nouvelle qu'ont pris, à partir des années 1920, les projets à la fois politiques et anthropologiques de définition des identités nationales cubaine et haïtienne. L'antillanisme n'a pas seulement proposé l'union entre Cuba, Porto Rico, la République dominicaine et Haïti pour affronter la menace annexionniste : il est devenu la scène à partir de laquelle s'est aussi constituée la phase préparatoire du latino-américanisme (Estrade, 1982 : 117), en ce sens qu'il a ouvert la voie à un sentiment d'appartenance commun, basé sur l'idée d'un passé de lutte partagé.

Fajardo Fernandez Y., Laëthier Maud,
Argyriadis Kali, Clormeus L.A.

Après le rêve antillais : les déclinaisons
nationales et pan-nationales de l'identité
chez Anténor Firmin et Rafael Serra.

In Argyriadis Kali (ed.), Gobin E. (ed.),
Laëthier Maud (ed.), Núñez González N.
(ed.), Picard Byron J. (ed.). Cuba-Haïti :
engager l'anthropologie : anthologie
critique et histoire comparée (1884-1959).

Paris (FRA) : CIDIHCA France, 2020, 137-
168.

ISBN 978-2-491-03509-9